



LIBREVILLE, KHARTOUM, BANGUI
**CHRONOLOGIE DE LA MARCHE VERS
L'ACCORD DE PAIX EN RCA**

MINUSCA FOCUS

Bulletin d'informations de la MINUSCA | #11 | FEVRIER 2019



UN Photo / MINUSCA

**DOSSIER
SPÉCIAL**

ACCORD POLITIQUE POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION

<https://minusca.unmissions.org>

 MINUSCA

 UN_CAR

 UNMINUSCA

CAP SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PAIX !

Le 6 février 2019 aura ouvert une page mémorable dans l'histoire de la RCA, avec la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine entre le Gouvernement centrafricain et 14 groupes armés. Résultant du dialogue direct de Khartoum, au Soudan, du 24 janvier au 5 février 2019, l'accord comporte, outre ses principes pour un règlement durable du conflit, divers engagements, notamment ceux du Gouvernement, des groupes armés, de la région et de la communauté internationale. Autres points importants, les mécanismes de mise en œuvre et de suivi, sans oublier les prévisions pour la résolution des conflits et les sanctions.

Aujourd'hui, les regards sont tournés vers la mise en œuvre de l'Accord.

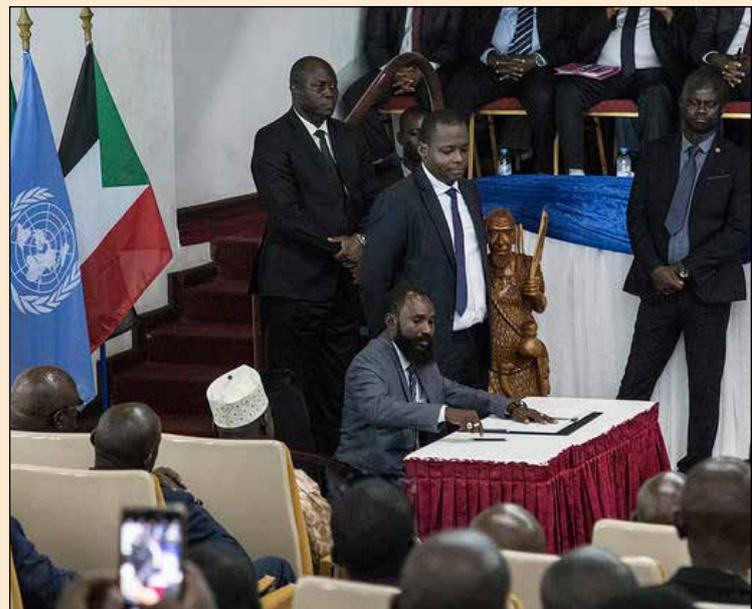
Il s'agit de l'aboutissement d'un processus qui s'est déroulée sous la tutelle de l'Initiative de Union Africaine (UA), avec l'appui des Nations Unies et l'implication d'autres partenaires sans oublier ceux de la sous-région. Un processus qui incarne, à bien des égards, la politique d'ouverture prônée par le Chef de l'Etat mais aussi l'engagement de toutes les parties prenantes. Un processus qui, en somme, vient matérialiser la promesse de réconciliation et de cohabitation entre les différentes parties.

Le chemin aura été long et marqué d'actions déterminantes, au nombre desquelles, l'adoption, en juillet 2017 à Libreville, de la Feuille de route de l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation; l'harmonisation, en août 2018 à Bouar, des 109 revendications des groupes armés, suivi de la transmission, par le Président de la République, des réponses du Gouvernement relatives aux revendications des groupes armés au Président du Panel des Facilitateurs. Il faut y inclure la réunion de haut niveau sur la RCA, le 27 septembre 2018 à New York, qui avait vu la modification du format du panel des facilitateurs, mais aussi la visite conjointe UA-ONU, en janvier 2019, à Bangui lors de laquelle ont été désignés le lieu et la date du dialogue direct entre le Gouvernement et les groupes armés... autant d'actions qui ont rendu possible la signature de cet accord tant attendu.

Aujourd'hui, c'est à juste titre que les regards sont tournés vers la mise en œuvre de cet accord. Déjà, le gouvernement centrafricain est à pied d'œuvre afin de mettre en application son contenu. Et comme l'a fait valoir le ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du Gouvernement, Ange-Maxime Kazagui, le 20 février, lors de la conférence de presse conjointe avec la MINUSCA, toutes les dispositions étaient en train d'être prises pour y parvenir. « Trois importants décrets ont été signés par le Chef de l'Etat de même qu'un arrêté ministériel », suivi, peu après, par la démission du Gouvernement. D'autres actions importantes, la mise sur pied d'une Commission Inclusive, composée des représentants des parties en conflit et, bientôt, la préparation de la feuille de route d'une Commission vérité, justice, réparation et réconciliation (CRVJRR). « Tout va être mis en place, mais avec responsabilité, dans le calme et la sérénité », souligne-t-il. C'est ici le lieu de réitérer l'engagement des Nations Unies, aux côtés des autres partenaires de la RCA, à appuyer la mise en œuvre de cet accord, dont un volet primordial concerne la vulgarisation auprès de toutes les couches sociales et dans toutes les préfectures du pays.

Le présent numéro de MINUSCA Focus se propose donc de revenir sur des grands moments qui ont rendu possibles le présent accord, ainsi que les efforts en cours pour sa mise en œuvre. ■

Bonne lecture



SOMMAIRE



06 L'ACCORD DE PAIX SIGNÉ À BANGUI
LE GOUVERNEMENT ET LES GROUPES ARMÉS
DÉCIDENT DE MARCHER ENSEMBLE VERS LA
PAIX

09 LE SECRETAIRE GENERAL ET LE
CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES
SALUENT LA SIGNATURE DE L'ACCORD DE
PAIX

12 POURPARLERS DE KHARTOUM
À LA RECHERCHE D'UNE ISSUE À LA CRISE
EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

14 AU DIXIÈME JOUR, UN ACCORD POUR LA
PAIX

16 DES FEMMES PARMIS LES NÉGOCIATEURS

18 CLAP DE FIN AVEC LE PARAPHE DE L'ACCORD
POLITIQUE

22 LIBREVILLE, KHARTOUM, BANGUI
CHRONOLOGIE DE LA MARCHÉ VERS
L'ACCORD

24 AVANT LA SIGNATURE DE L'ACCORD
DES VISITES ET RENCONTRES DE HAUT
NIVEAU

26 LE CHEF DE L'ETAT CENTRAFRICAINE
ANNONCE LA TENUE DE LA RENCONTRE
ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES GROUPES
ARMÉS

28 LES PAYS VOISINS DE LA RCA À BANGUI
POUR RELANCER LE PROCESSUS DE
DIALOGUE

28 EN RCA, « LA SOLUTION NE PEUT ÊTRE QUE
POLITIQUE », SELON JEAN-PIERRE
LACROIX

29 EXTRAITS DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE





12

**AU DIXIÈME JOUR,
UN ACCORD POUR
LA PAIX**



**DES FEMMES
PARMI LES
NÉGOCIATEURS**

14



24

**LE CHEF DE L'ETAT
CENTRAFRICAIN ANNONCE
LA TENUE DE LA RENCONTRE
ENTRE LE GOUVERNEMENT ET
LES GROUPES ARMÉS**

DIRECTRICE DE
PUBLICATION
Yolanda T. NUNES CORREIA

RÉDATRICE EN CHEF
**Uwolowulakana
Ikavi-Gbetanou**

ONT CONTRIBUÉ A
CE NUMERO

Vladmir Monteiro

**Serge Kossouate Belalengbi
(Photos Dialogue de Karthoum)**

ÉDITION

Igor Rugwiza

Dany Balepe

Louis Deubalbet Wewaye

PHOTOGRAPHIE

Hervé Sereffio

Leonel de Saint-Amour GROTHE

MISE EN PAGE

Francis Yabendji-Yoga

WEB-MASTER

Dany Balepe

PRODUCTION

**Division de la Communication
Stratégique et de l'Information
Publique**

Copyright MINUSCA
Février 2019

ACCÉDEZ A L'ACTUALITE DE LA MINUSCA A PARTIR DE

minusca.unmissions.org

- ✓ Accédez en illimité à l'ensemble des articles sur le site,
- ✓ Bénéficiez en avant première de chaque numéro des **newsletters**, des **photos**, des **vidéos** et **audios** des activités de la Mission



@MINUSCA.UNMISSIONS.COM



@UN_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA



LE GOUVERNEMENT ET LES GROUPES ARMÉS DÉCIDENT DE MARCHER ENSEMBLE VERS LA PAIX

C'est dans une ambiance solennelle qu'a eu lieu la signature de l'accord de paix et de réconciliation en République centrafricaine entre le gouvernement et les 14 groupes armés reconnus, mercredi au Palais de la Renaissance à Bangui, sous le regard des Centrafricains et des amis et partenaires de la RCA, représentés par les diplomates en poste à Bangui et par des officiels venus spécialement des pays voisins.

C'est dans une ambiance solennelle qu'a eu lieu la signature de l'accord de paix et de réconciliation en République centrafricaine entre le gouvernement et les 14 groupes armés reconnus, mercredi au Palais de la Renaissance à Bangui, sous le regard des Centrafricains et des amis et partenaires de la RCA, représentés par les diplomates en poste à Bangui et par des officiels venus spécialement des pays voisins.

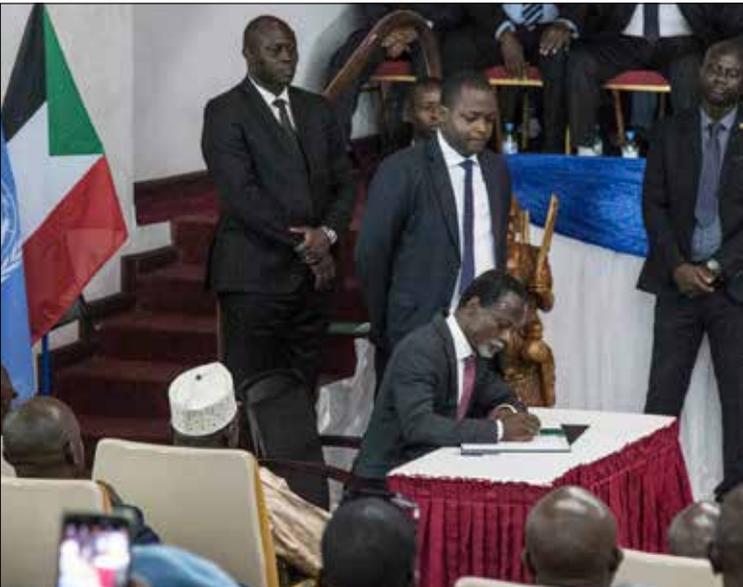
La cérémonie a eu deux parties. Une première, qui a vu se succéder les chefs de 11 sur les 14 groupes armés - 3R, Seleka rénovée, Anti-Balaka/aile Ngaissona, UFR-F, RJ Sayo, RJ Belanga, RPRC, FDPC, MPC et MLCJ - pour apposer leur signature au bas du texte (le FPRC, UPC, UFR l'avaient déjà signé), suivis en cela par le Président centrafricain Faustin Archange Touadéra ainsi que les garants de l'accord - l'Union Africaine (UA), les Nations unies et la CEEAC - et deux pays facilitateurs - Tchad et République du Congo. Les autres facilitateurs le feront à Addis-Abeba, à l'occasion d'une réunion du conseil exécutif de l'UA qui s'est ouverte jeudi 7 février 2019.

Puis, ont suivi les allocutions de Smail Chergui, du Commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA et facilitateur des pourparlers de Khartoum où l'accord a été obtenu, Jean-Claude Gakoso, ministre des Affaires étrangères de la République du Congo, Parfait Onanga-Anyanga, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RCA, Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'UA et du Chef de l'Etat centrafricain.

Le Représentant spécial a réaffirmé l'appui sans réserve des Nations Unies dans cette étape capitale avant d'exhorter les parties signataires à bannir l'esprit de la division et de la violence. « Je vous exhorte à rester sourds au tumulte de tout ce qui hors contexte et dans le confort coupable des réseaux sociaux, travestissent les faits et tentent de manipuler la réalité. Toutes personnes éprises de paix devraient s'en méfier comme du poison de la division d'où germe souvent l'exclusion de l'autre, la violence aussi », a indiqué le Représentant spécial. « Mais, contre les cyniques et le découragement, inévitable dans ce genre d'entreprise humaine et titanique, souvenez-vous aussi que « Quelle que soit la durée de la nuit, le jour finit toujours par se lever. » Aujourd'hui, le jour se lève à nouveau pour la Centrafrique. Ne doutez pas! Ne l'assombrissez pas! Peut-être le premier écueil à éviter c'est de ressasser le passé», a-t-il renchéri.

Le président de la Commission de l'UA a pour sa part, appelé les parties signataires à s'approprier l'accord «comme il se doit ». «Il ne faut pas qu'il ne soit un énième accord comme disent les sceptiques et pessimistes. Il faut à jamais faire taire les armes, le pouvoir n'est pas au bout du fusil, il ne s'agit pas d'une lutte pour l'indépendance. Il est plutôt dans les urnes», a-t-il dit. Et d'ajouter : « faites de la réconciliation nationale votre credo, respectez vos engagements. Dieu, Allah, Nzapa, est témoin, le peuple centrafricain, la région, le continent africain, le monde sont



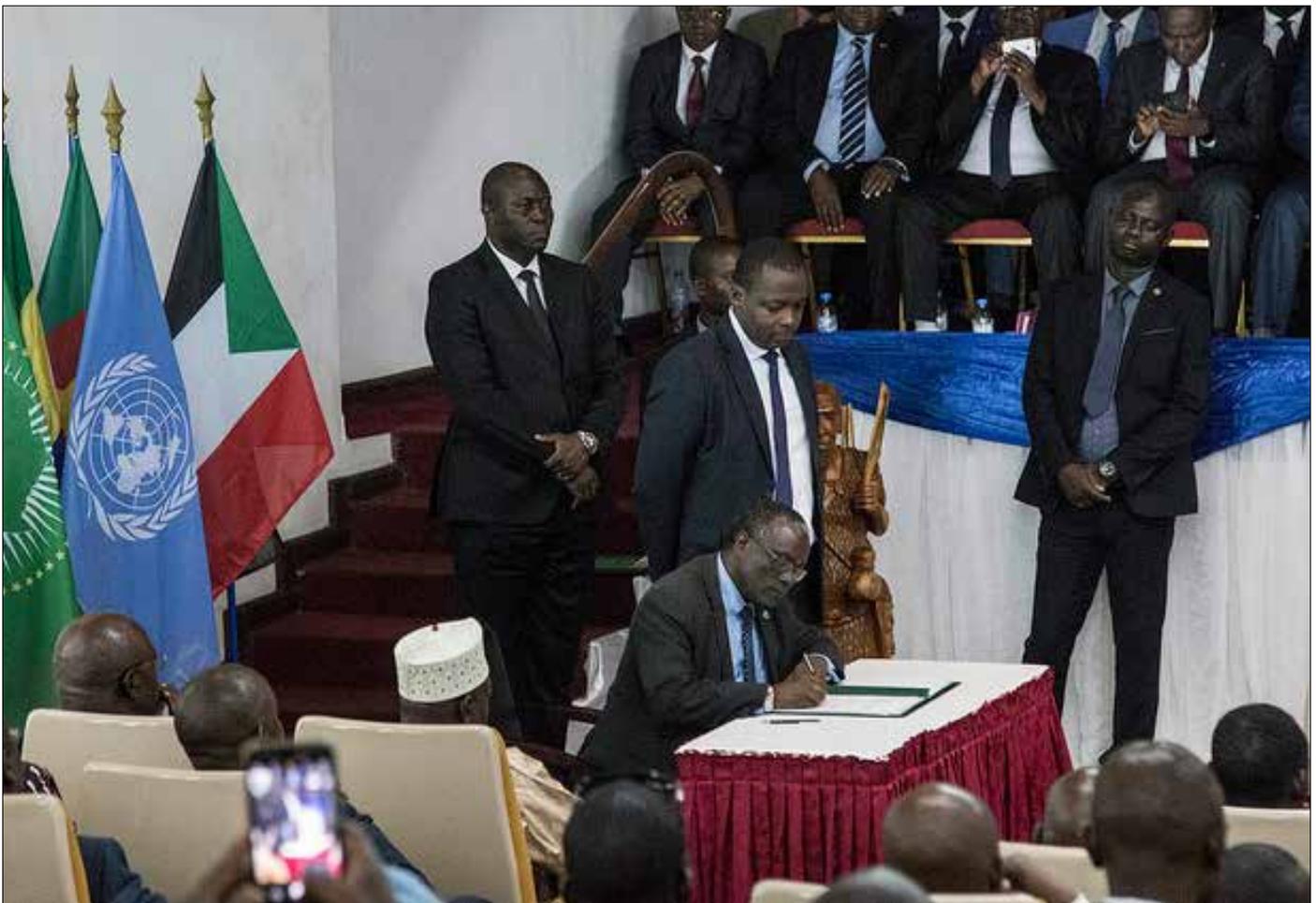


témoins et nous sommes très regardants pour l'application effective et de bonne foi de cet accord ».

Dans son allocution, le Chef d'Etat Faustin Archange, s'engage à la mise en œuvre sincère de cet accord de paix pour le bien de tous : « oui, nous n'allons pas nous dérober. Nous avons réussi à bâtir des compromis historiques, à plus d'un titre. Je ne trahirai pas mon peuple. Je ne renierai pas mon Serment ! Je mettrai toutes mes énergies pour que l'Accord de paix conclu à Khartoum et signé à Bangui soit mis œuvre ».

Le Chef d'Etat a annoncé une série de mesures, la base des actions pour accompagner la mise en œuvre l'accord de paix, notamment la gouvernance inclusive, la redynamisation du cadre de fonctionnement des partis politiques et la mise en place d'une commission justice Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation. « Il sera mis en avant, notamment, la conduite diligente du processus d'adoption du code sur les collectivités locales dont la mise en œuvre va nous permettre d'élargir la base de participation aux affaires publiques de toutes les parties prenantes à l'Accord, en assurant que la décentralisation participe davantage à affermir le rêve d'une nation plurielle, d'un pays uni et d'un peuple solidaire partageant une communauté de destin », a dit le Président.

« Relativement à la problématique de la justice et de la réconciliation nationale, Je suis particulièrement heureux que, dans leur grande sagesse, toutes les parties au Dialogue de Khartoum, se soient convenues de réaffirmer le principe de lutte contre l'impunité pour mettre en avant le triptyque justice, réparation et réconciliation. Sans attendre, nous allons nous atteler à la mise en place d'une commission inclusive qui sera le dispositif approprié pour offrir à nos compatriotes les instruments d'une justice qui promeut la vérité, la réhabilitation des victimes et la réconciliation nationale », a-t-il ajouté. ■



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

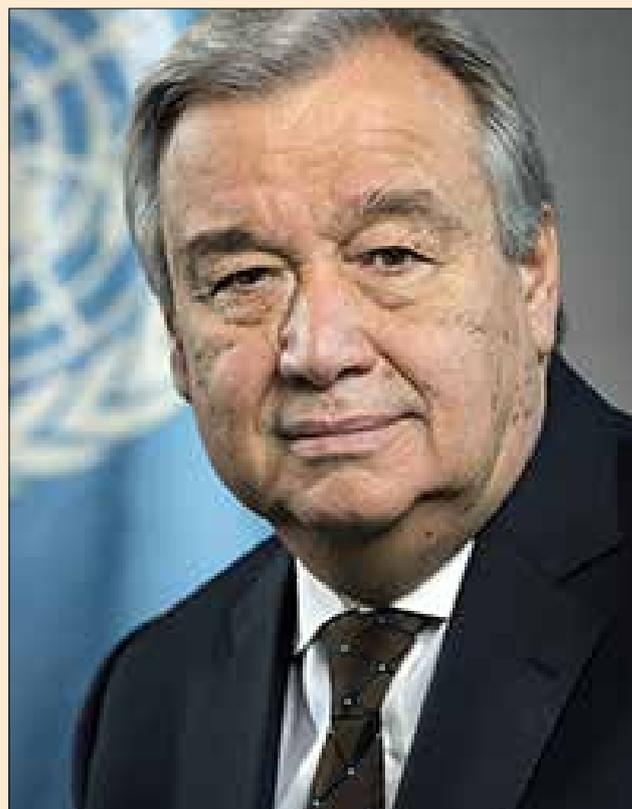
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SALUE L'ACCORD DE PAIX GLOBAL SIGNÉ ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES GROUPES ARMÉS

La déclaration suivante a été communiquée, aujourd'hui, par le Porte-parole de M. António Guterres, Secrétaire général de l'ONU:

À l'occasion de la signature de l'Accord de paix global entre le Gouvernement de la République centrafricaine et les groupes armés, le 6 février à Bangui, le Secrétaire général félicite toutes les parties prenantes pour la conclusion fructueuse du dialogue qui s'est déroulé à Khartoum, au Soudan.

Le Secrétaire général salue le leadership de l'Union africaine dans ce dialogue. Cet accomplissement important, réalisé dans le cadre de l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, a été résolument soutenu par les Nations Unies. Le Secrétaire général encourage vivement toutes les parties prenantes à honorer leurs engagements tout au long de la période de mise en œuvre de cet Accord.

Le Secrétaire général réitère l'engagement des Nations Unies à aider la République centrafricaine à ce stade critique et appelle les pays voisins, les organisations régionales et tous les partenaires internationaux à soutenir les mesures courageuses que les Centrafricains ont prises pour instaurer une paix et une stabilité durables dans leur pays. (6 février 2019).■



Retrouvez toute l'actualité de
la MINUSCA sur
minusca.unmissions.org

DÉCLARATION À LA PRESSE FAITE PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ SUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

On trouvera ci-après le texte de la déclaration à la presse faite, aujourd'hui, par le Président du Conseil de sécurité pour le mois de février, Anatolio Ndong Mba (Guinée équatoriale):

Les membres du Conseil de sécurité ont entendu le 7 février 2019 un exposé du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, sur la République centrafricaine.

Les membres du Conseil se sont félicités de la signature, le 6 février 2019 à Bangui, de l'Accord pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine par les autorités centrafricaines et 14 groupes armés, à l'issue des pourparlers de paix qui se sont tenus à Khartoum du 24 janvier au 5 février 2019 dans le cadre de l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation et sous les auspices de l'Union africaine.

Les membres du Conseil ont rendu hommage aux parties prenantes centrafricaines, y compris aux représentants de la société civile, des partis politiques et des associations religieuses, pour leur engagement et ont vu dans la signature de cet accord de paix un important progrès sur la voie d'une paix et d'une stabilité durables en République centrafricaine et du plein rétablissement de l'autorité de l'État dans l'ensemble du pays.

Les membres du Conseil ont salué le rôle de premier plan joué par l'Union africaine dans le processus de paix et de réconciliation et les pourparlers de paix tenus à Khartoum ainsi que la contribution et l'appui précieux apportés par l'Organisation des Nations Unies. Ils ont également salué le rôle joué par le Soudan, qui a organisé et soutenu les pourparlers de paix, ainsi que l'engagement résolu des autres pays voisins et des organisations régionales qui faisaient partie du Panel de facilitateurs de l'Initiative africaine.

Les membres du Conseil ont engagé les parties prenantes centrafricaines à appliquer l'accord de paix, de bonne foi et sans tarder, afin de répondre aux aspirations du peuple centrafricain à la paix, à la sécurité, à la justice, à la réconciliation, à l'intégration et au développement, et ont souligné qu'il importait que l'accord soit appliqué en toute transparence et avec la participation des organisations de la société civile, y compris des associations de femmes et de jeunes. Ils ont également réaffirmé leur soutien au Président Faustin-Archange Touadéra et l'ont

encouragé à consolider et à renforcer l'adhésion nationale à l'accord de paix. Ils ont accueilli avec satisfaction à cet égard l'accord sur la mise en place d'un mécanisme de suivi visant à appuyer l'application de l'accord de paix avec la participation des parties prenantes centrafricaines, aux niveaux national et local, et des partenaires internationaux de la République centrafricaine.

Les membres du Conseil ont exhorté les groupes armés à cesser toutes formes de violence contre les civils, les soldats de la paix des Nations Unies et le personnel humanitaire, toute activité de déstabilisation et toutes restrictions à la liberté de circulation des personnes et à l'acheminement de l'aide humanitaire, et à déposer leurs armes, immédiatement et sans condition, conformément aux engagements pris dans l'accord de paix. Ils ont également souligné la nécessité urgente d'appliquer effectivement le programme de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement des autorités centrafricaines.

Les membres du Conseil ont réaffirmé qu'il était impératif de traduire en justice les auteurs des violations du droit international humanitaire et des atteintes aux droits de la personne et violations de ces droits, y compris de celles perpétrées contre les enfants et des actes de violence sexuelle et de violence fondée sur le genre commis en temps de conflit, et ont souligné que l'impunité devait être combattue au moyen de mécanismes de justice transitionnel d'une manière qui contribue à une réconciliation nationale durable.

Les membres du Conseil ont demandé aux pays voisins, aux organisations régionales et à tous les partenaires internationaux de soutenir l'application de l'accord de paix et de coordonner leur action afin de permettre à la République centrafricaine de connaître une paix et une stabilité durables.

Les membres du Conseil ont exprimé leur intention de suivre de près l'application de l'accord de paix et ont réaffirmé leur soutien à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), qui continuera d'aider les autorités et le peuple centrafricains dans les efforts qu'ils feront pour instaurer une paix et une stabilité durables dans le pays, comme le Conseil l'en a chargé dans sa résolution 2448 (2018). (13 février 2019). ■



...Les membres du Conseil ont engagé les parties prenantes centrafricaines à appliquer l'accord de paix, de bonne foi et sans tarder, afin de répondre aux aspirations du peuple centrafricain à la paix, à la sécurité, à la justice, à la réconciliation, à l'intégration et au développement, et ont souligné qu'il importait que l'accord soit appliqué en toute transparence et avec la participation des organisations de la société civile, y compris des associations de femmes et de jeunes...



POURPARLERS DE KHARTOUM À LA RECHERCHE D'UNE ISSUE À LA CRISE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Solidarité et responsabilité... Les deux mots sont régulièrement revenus dans les allocutions des quatre intervenants lors de la cérémonie d'ouverture, jeudi en fin de journée à Khartoum, des pourparlers directs entre le Gouvernement centrafricain et 14 groupes armés reconnus. Tour à tour, le chef de la diplomatie soudanaise en tant que pays hôte, son homologue gabonais dont le pays assure la présidence de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) ainsi que les facilitateurs, le Commissaire Paix et Sécurité de l'Union africaine (UA), Smaïl Chergui, et le Secrétaire général adjoint de l'ONU en charge des Opérations de la paix, Jean-Pierre Lacroix, ont dit aux parties centrafricaines que la région, l'Afrique et la communauté internationale sont à leurs côtés « en ce moment crucial pour la paix dans le pays ».



« Vous savez que vous pouvez compter sur la solidarité des pays-frères de la région, de l'Union africaine et des Nations unies ici présents et de nombreux partenaires de votre pays » pour relever des défis immenses auxquels fait face la République centrafricaine, a lancé le Commissaire paix et sécurité. Le Secrétaire général adjoint a abordé dans le même sens en sollicitant la mobilisation des partenaires pour appliquer les mesures prévues par le futur

accord. « L'ONU - de concert avec l'UA et l'ensemble du Groupe International de Soutien - se tient prête à collaborer avec tous les partenaires pour soutenir la mise en œuvre d'un accord. En particulier, la MINUSCA, par sa présence sur l'ensemble du territoire national, est prête à vous aider à mettre en œuvre des mesures immédiates pour réduire la violence et l'insécurité affectant les civils dans les seize préfectures », a-t-il dit.



En même temps, ces deux responsables, qui étaient à Bangui début janvier avec des ministres de la sous-région pour booster l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, ont rappelé le rôle premier que doivent jouer des Centrafricains pour parvenir à un accord à Khartoum. « Votre peuple a trop souffert. Au nom de cette souffrance, nous vous exhortons à vous hisser à la hauteur de vos responsabilités et à mettre en avant votre unité dans votre diversité. Comme le père fondateur disait: 'Zo kwe zo' signifiant 'l'homme vaut l'homme'. Je suis convaincu que la présente réunion posera les jalons d'un véritable élan de réconciliation nationale et permettra enfin au pays de retrouver son rayonnement dans le concert des nations », souligne l'ambassadeur Chergui en concluant ses propos.

Pour sa part, Jean-Pierre Lacroix a énuméré un certain nombre d'éléments qui peuvent aider à réussir, notamment la cessation immédiate de la violence, être à l'écoute des préoccupations des uns et des autres, et travailler ensemble pour trouver un compromis qui bénéficie à tous les Centrafricains. « Nous nous devons de ne tolérer aucun type de violence dans un moment où l'on parle de paix. C'est pourquoi je souhaiterais lancer un appel à toutes les délégations présentes et aux différents groupes représentés pour que vous respectiez ce principe essentiel pour la réussite de ce dialogue. C'est celui de négocier de bonne foi et d'honorer vos engagements en faveur d'un dialogue pacifique, de mettre fin à la violence et de prendre les mesures appropriées si ce principe n'est pas respecté

par un des membres de vos groupes », a-t-il affirmé, ajoutant que le succès de tout accord nécessitera le soutien de tous les segments de la société centrafricaine.

Le Secrétaire général adjoint a finalement appelé à tirer « les leçons du passé » au cours duquel au moins une douzaine d'accords de paix ont été signés en République centrafricaine sans pour autant mettre fin à la violence. « Le principal défi posé par la plupart de ces accords a été leur mise en œuvre. Pour cela, tout accord conclu doit être réaliste et contenir des calendriers de mise en œuvre clairs. Une solution viable et pérenne requiert également que toutes les parties gardent le contrôle de leurs forces sur le terrain et qu'elles donnent des instructions claires pour que ces forces adhèrent pleinement à ce que vous avez convenu », a dit Jean-Pierre Lacroix, soulignant que le processus de paix devra également apporter rapidement et concrètement de réels changements pour le peuple centrafricain, en particulier la sécurité.

La délégation gouvernementale aux pourparlers de Khartoum comprend des ministres ainsi que des conseillers du Chef de l'Etat. Les 14 groupes armés présents sont : FPRC, UPC, 3R, Seleka renouée, Anti-Balaka/aile Ngaïssona, Anti-Balaka/aile Mokom, UFR, UFR-F, RJ Sayo, RJ Belanga, RPRC, FDPC, MPC et MLCJ. Des parlementaires, des représentants de partis politiques de la majorité présidentielle et de l'opposition, de la société civile et des leaders religieux sont également présents dans la capitale soudanaise. ■



AU DIXIÈME JOUR, UN ACCORD POUR LA PAIX

Des visages radieux, des embrassades, des photos pour immortaliser l'instant, des discussions aussi entre des membres de l'équipe de négociations du Gouvernement et des groupes armés... Il y a avait de la joie le samedi 2 février, au Centre académique de Khartoum, à la fin d'une nouvelle session plénière entre les parties centrafricaines, réunies depuis le 24 janvier 2019 dans la capitale soudanaise pour essayer de trouver un accord de paix, sous l'égide l'Union africaine (UA) et l'appui des Nations unies.

Leur dernière rencontre dans ce vaste édifice remontait au 30 janvier, alors qu'il restait quelques points à finaliser. C'est désormais chose faite... "Grâce à Dieu, nous nous sommes entendus sur l'ensemble des questions qu'ils (NDLR, les groupes armés) avaient posées au Chef de l'Etat. Au moment où je vous parle, le projet d'accord de paix et de réconciliation nationale est prêt", a annoncé le chef de la délégation gouvernementale, le ministre d'Etat Firmin Ngrebada. Le ministre et le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA, Smail Chergui, s'adressaient à la presse, peu après la plénière, entourés du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, et du

Représentant spécial du Président de la Commission de l'UA en RCA, Moussa Nébié.

Le chef de la délégation gouvernementale a dans son intervention, rappelé l'esprit de paix et de réconciliation entretenu lors des discussions avec les "frères des groupes armés" ainsi que l'action de la facilitation. "Je suis déterminé à travailler avec le Chef de l'Etat et son Gouvernement pour mettre en oeuvre les réponses aux préoccupations des frères qui avaient pris les armes", a ajouté le responsable centrafricain, ajoutant que seule la paix permettra de bâtir le pays.

Pour sa part, le Commissaire de l'UA a salué un "grand jour pour la République centrafricaine, un grand jour pour le peuple centrafricain dans toute sa dimension".



Grâce à Dieu, nous nous sommes entendus sur l'ensemble des questions qu'ils (NDLR, les groupes armés) avaient posées au Chef de l'Etat. Au moment où je vous parle, le projet d'accord de paix et de réconciliation nationale est prêt.

Firmin Ngrebada, Ministre d'Etat, Chef de la délégation gouvernementale

l'accord. Les deux intervenants ont remercié le Soudan et ses autorités qui ont accueilli et offert les conditions nécessaires pour la tenue de ces pourparlers inter-centrafricains de paix, qui prendront officiellement fin dimanche 3 février.

Pour conclure, le Commissaire de l'UA a rendu hommage au Secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix et au Représentant spécial et chef de la MINUSCA, "nos collègues des Nations unies qui nous ont toujours soutenu dans ce processus". Les deux responsables onusiens ont déjà réagi à cet accord sur leurs comptes Twitter. Lacroix appelle à la mobilisation pour sa mise en oeuvre tandis qu'Onanga-Ayanga souligne les efforts inlassables et le leadership du Commissaire à la paix et à la sécurité et au Chef des opérations de paix. « Vous incarnez le partenariat exemplaire UA-ONU pour la paix durable, la réconciliation et une prospérité partagée en Afrique. Fier d'être des vôtres », écrit-il. ■



Selon lui, l'accord de paix entre le Gouvernement et les 14 groupes armés doit permettre aux Centrafricains de mettre définitivement la page douloureuse de la crise derrière eux, de vivre la réconciliation et le retour de la paix définitive. En même temps, il a appelé à l'engagement de toutes les couches sociales à contribuer à la mise en oeuvre de



DES FEMMES PARMIS LES NÉGOCIATEURS

Dans les deux salles du Centre académique de Khartoum, où se déroulaient les réunions à huis clos entre la délégation gouvernementale et les 14 groupes armés, leur présence était une constante. Il s'agit des quatre femmes sur les 49 membres des parties centrafricaines qui discutaient directement afin de parvenir à un accord de paix en Centrafrique: trois dans l'équipe de négociations du Gouvernement et une parmi les groupes armés. D'un côté, Marie Nôelle Koyara, Ministre de la Défense nationale et de la reconstruction de l'armée, Sylvie Baïgo-Temon, Ministre des Affaires étrangères et des Centrafricains de l'étranger, et Virginie Baïkoua, Ministre de l'Action humanitaire et de la réconciliation nationale et de l'autre, Esther Guetel, du groupe armé Révolution et Justice (RJ) – branche Belanga.

Pour ces Centrafricaines, participer aux pourparlers de paix organisés par l'Union africaine (UA) avec le soutien des Nations unies a eu une signification particulière. C'est l'avis de la ministre de la Défense nationale et de la reconstruction de l'armée pour qui la présence de trois femmes dans l'équipe gouvernementale a été d'un réconfort pour les femmes. « Nos sœurs nous ont remis leurs revendications et les préoccupations des différents réseaux des femmes centrafricaines y compris l'OFCA. Nous avons exploité ces revendications et nous les avons remises à toute l'équipe qui les a prises en compte dans les négociations », indique la ministre, ajoutant que « quand les femmes sont présentes dans les négociations, elles y vont avec le cœur, elles y vont en tant que femmes, mères nourricières, celles qui donnent la vie. Et quand on parle comme quelqu'un qui donne la vie, c'est très important pour permettre à tous ceux qui sont en face d'adoucir leurs cœurs et de comprendre qu'il faut aller au dialogue ».

De son côté, Esther Guetel, du groupe RJ-Belanga, confesse avoir été approchée par des

compatriotes féminines avant ces discussions: «Les événements de la Centrafrique ont fait que les femmes en sont les premières victimes. Les femmes souffrent beaucoup et je suis ici pour ça, pour défendre la cause de la Centrafrique et surtout de la femme centrafricaine. Des femmes m'ont

contacté et m'ont surtout parlé des problèmes sécuritaires, de nos enfants qui ne vont pas à l'école, des femmes qui vivent dans la brousse et beaucoup d'autres choses».

Même si, côté gouvernemental, le chef de la délégation et ministre d'Etat Firmin Ngrebada a été l'interlocuteur direct des groupes armés, les femmes ministres ont eu à intervenir dans les plénières selon leurs domaines de compétence. « Nous travaillons en équipe. Nous avons eu plusieurs formations en termes de négociations. Et pour bien canaliser les choses, nous travaillons en équipe et il y a quelqu'un qui porte la voix de tout le monde. Et c'est ça qui a été à notre actif pour une belle réussite de cette négociation. Nous avons été vraiment en cohésion, nous avons fait un travail d'équipe et nous nous réjouissons de l'atteinte de cet objectif », indique la ministre Koyara, pour qui les femmes et les enfants seront les premiers bénéficiaires de la fin de la violence dans le cadre de la politique de main tendue du Chef de l'Etat.

Pour sa part, la représentante du RJ-branche Belanga précise qu'après les interventions ponctuelles en plénière, elle se retrouvait avec ses collègues pour un debriefing afin de préparer les rencontres suivantes: «Je suis intervenue de temps en temps, dans le sens positif de la paix surtout. Après la réunion, on se concertait pour voir qui a mal parlé, qui a bien parlé et après on corrigeait, pour qu'à la prochaine réunion on puisse être sur la même longueur d'onde afin de répondre à certaines questions du Gouvernement ou des facilitateurs».

Même si elles n'ont pas participé aux discussions à Khartoum, quatre autres Centrafricaines ont intégré la délégation gouvernemen-





tales: l'une faisait partie du groupe d'experts, une autre de la plateforme religieuse tandis que deux autres représentaient l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA).

La résolution 1325 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies en octobre 2000, "demande instamment aux États Membres de faire en sorte que les femmes soient davantage représentées à tous les niveaux de prise de décisions dans les institutions et mécanismes nationaux, régionaux et internationaux pour la prévention, la gestion et le règlement des différends".

Lors de la commémoration de la journée porte ouverte sur cette résolution, le 22 novembre 2018 à Bangui, une soixantaine de femmes membres de l'OFCA, du Réseau pour le leadership féminin en Centrafrique (RELEFCA) et du Réseau des femmes ministres et parlementaires (REFAMP) avaient demandé au Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, et au Représentant spécial du Président de la commission de l'UA, Moussa Nébié, de renforcer "le plaidoyer auprès des principales parties prenantes au processus de dialogue et de négociation initié par l'UA en faveur de la prise en compte des préoccupations des femmes dans les négociations et leur implication dans le mécanisme de suivi de la mise en œuvre des accords". ■



CLAP DE FIN AVEC LE PARAPHE DE L'ACCORD POLITIQUE

Il est 12h45, ce mardi 5 février dans la capitale soudanaise, quand le premier des 14 groupes armés commence à parapher les pages de l'accord de paix et de réconciliation en République centrafricaine, obtenu quelques jours plus tôt à l'issue des discussions avec le Gouvernement, sous l'égide de l'Union africaine (UA) et le soutien des Nations unies. Suivront les 13 autres, avant l'entrée dans l'imposante Salle de l'Amitié, au State Building, du président du Soudan, Omar El-Beshir, accompagné de son homologue centrafricain, Faustin Archange Touadera, arrivé quelques heures plus tôt à Khartoum. Après l'exécution de "La Renaissance" et du "Nahnu Djundulla Djundulwatan" ("Nous sommes l'armée de Dieu et de nos terres"), les hymnes des deux pays voisins, et les poignées de main avec les leaders des groupes armés, c'est au tour des Chefs d'Etat et du président de la commission de l'UA de parapher le texte.

Suivent les discours, avec d'abord le ministre soudanais des Affaires étrangères soulignant la contribution de son pays à l'Initiative africaine avant de rendre hommage à l'UA, aux Nations Unies et

aux partenaires bilatéraux et multilatéraux dont les efforts ont contribué à ce grand jour pour l'Afrique "à marquer d'une pierre blanche". Les Nations Unies étaient représentées à la cérémonie par le Représentant spécial du Secrétaire général en RCA, Parfait Onanga-Anyanga.

Parlant au nom des groupes armés, Herbert Grotran Djono-Ahabale, président du RPRC, souligne que la durée des pourparlers de Khartoum est le signe du caractère sérieux du dialogue inter-centrafricain. "Aujourd'hui, c'est chose faite. L'heure est à une véritable paix pour notre pays", dit-il avant d'avertir que l'accord de Khartoum ne doit pas être un accord de plus mais plutôt celui qui doit sceller la paix, la réconciliation nationale et la cohésion sociale en RCA. Soulignant que "le plus difficile commence avec l'application et la mise en oeuvre de l'accord", les groupes armés appellent tous les Centrafricains à se sentir concernés.

Pour sa part, le président commission de l'UA précise que "nombreux seront ceux qui pensent, non sans raison, que c'est un enième accord" et, au nom du



peuple centrafricain, des frères du voisinage et de l'ensemble du continent, demande aux parties d'être conséquents afin de mettre un terme aux souffrances du peuple. "Rien n'empêche les peuples centrafricains de vivre dans leur diversité religieuse, régionale, confessionnelle et autres. Il suffit de s'accepter, d'être inclusifs, de respecter la différence, de respecter vos institutions, de respecter l'intégrité de votre territoire", indique-t-il, en invitant les Centrafricains à s'inspirer du Rwanda. "Il faut se faire violence-tous-pour s'accepter et tourner définitivement cette page".

Le chef de l'Etat centrafricain a tenu à rendre hommage aux victimes de la violence avant de remercier "tous mes compatriotes qui ont accepté de se mettre ensemble pour nous offrir ce bijou, cet accord qui donne à tous de réels espoirs". "En venant à Khatoum, nous devons répondre à une grave question: voulons nous rester confinés à faire la comptabilité macabre des victimes des crises cycliques ou sommes-nous disposés à impulser une nouvelle dynamique visant à changer la société pour un avenir de paix et de concorde? Désormais, le dialogue de Khartoum marque d'une nouvelle encre, notre détermination à transcender nos clivages pour apporter notre contribution aux réponses de notre chère patrie", souligne-t-il.

Quant à la mise en oeuvre de l'accord, le Chef d'Etat est clair: "Nous n'avons pas le droit de décevoir. Nous avons démontré collectivement que nous étions

mûs par la forte volonté de regagner Bangui avec un accord consacrant notre entente mutuelle pour une véritable réconciliation, socle d'une paix juste et durable". "La paix est à notre portée. Ensemble, faisons le serment que cet accord de paix soit la traduction de notre ambition commune de nous atteler à reconstruire une République centrafricaine qui sache nourrir, vêtir, soigner, loger et instruire ses filles et fils, le rêve que portait si dignement Barthelemy Boganda", ajoute le président, tout en disant à la communauté internationale que le peuple centrafricain a encore besoin d'elle. Parmi la communauté internationale, il cite "les Nations Unies qui, à travers la MINUSCA, ne ménagent aucun effort pour aider à contenir les nombreux périls auxquels nous continuons à faire face. Je salue la présence, il y a quelques temps, du Secrétaire général adjoint et chef des opérations de paix à qui je renouvelle mes remerciements".

L'intervention du Chef d'Etat soudanais a clôturé la cérémonie avec d'abord le voeu que "ce soit le début d'une paix durable" pour la République centrafricaine. "Une paix durable est un défi constant. Il exige que soient consentis des efforts sur plusieurs plans. L'étape qui vous attend sera décisive", dit le président, tout en réitérant la disponibilité du Soudan de se tenir aux côtés de la RCA jusqu'à ce que la paix soit une réalité dans le pays. ■

ILS ONT DIT...

OUVERTURE DES POURPARLERS À KHARTOUM



« La République centrafricaine, il ne faut pas s'en cacher, doit relever des défis immenses notamment l'insécurité persistante, la crise humanitaire exacerbée, la remise en cause de l'autorité de l'Etat, le sentiment d'exclusion et tant d'autres maux. Mais vous savez aussi que vous pouvez compter sur la solidarité des pays-frères de la région, de l'Union africaine et des Nations unies ici présents et de nombreux partenaires de votre pays. Toutefois, la responsabilité première pour le retour et la consolidation de la paix, le renforcement de la réconciliation reposent sur vous, chers sœurs et frères Centrafricains. Vous avez l'exigence de l'humilité et du compromis sur ce qui vous divise. En outre, en ces moments cruciaux pour la République Centrafricaine, vous avez tout autant que nous une obligation de résultat. Vous avez le privilège de choix créatifs, voire audacieux sur les moyens de sceller la paix et de lancer ici et maintenant les signaux évidents d'une réconciliation exigée par vos concitoyens, par l'Afrique et tous les amis de la République Centrafricaine. »

▲ **Ambassadeur Smail Chergui**, Commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA

« Depuis la fin des années 1990, au moins une douzaine d'accords de paix ont été signés en République centrafricaine. Le plus récent a été signé à Rome en juin 2017. Pourtant, malgré ces accords, la violence continue. Le principal défi posé par la plupart de ces accords a été leur mise en œuvre. Ces accords sont signés, mais sont partiellement mis en œuvre et rien ne change pour les Centrafricains. Aujourd'hui, nous devons faire autrement et ne pas répéter les mêmes erreurs. (...) Cette fois-ci, montrer qu'il est possible de faire différemment et de trouver une paix durable, ne dépendra que de chacun d'entre vous. J'ai l'espoir que vous y parviendrez. Votre présence a déjà un impact positif sur le processus de paix, avant même que nous entamions le dialogue. Je voudrais souligner un autre enseignement que nous pouvons tirer de processus de paix passés. Tout espoir et confiance en un accord peuvent rapidement disparaître si les populations ne voient pas leur quotidien s'améliorer rapidement et concrètement après la signature d'un accord, rendant en retour sa mise en œuvre d'autant plus difficile. Il est donc essentiel que ce processus de paix apporte rapidement et concrètement de réels changements pour le peuple centrafricain, en particulier, une réelle sécurité. »

▼ **Jean-Pierre Lacroix**, Secrétaire général adjoint de l'ONU en charge des Opérations de paix



« Les revendications des groupes armés ont été harmonisées au terme de la session qui s'est tenue à Bouar, du 28 au 30 août 2018. Les assises ouvertes ce soir vont permettre au Gouvernement de décliner les solutions politiques aux revendications, de les discuter avec les groupes armés afin que des compromis soient trouvés pour un accord de paix viable et un mécanisme de suivi conséquent. La République Centrafricaine est de nouveau à la croisée des chemins. De ce fait, j'exhorte les groupes armés dont l'adhésion à l'Initiative africaine a été remarquable, à poursuivre cet élan de solidarité. Je lance également un appel aux amis de la RCA et à toutes les parties concernées pour qu'y soit mis fin à ce qui tend à être un désastre. »

▲ **Abdu Razzaq Guy Kambogo**, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération, de la Francophonie et de l'Intégration Régionale, de la Francophonie et des Gabonais de l'extérieur

CÉRÉMONIE DE PARAPHE

« En venant à Khartoum, nous devons répondre à une question grave. Voulons-nous rester confinés à faire la comptabilité macabre des victimes des crises cycliques ou sommes-nous disposés à impulser une nouvelle dynamique visant à chang-



er la société pour un avenir de paix et de concorde? L'Accord obtenu au prix d'âpres discussions témoigne de l'ampleur et l'importance des attentes de notre peuple. Chers compatriotes, nous n'avons pas le droit de décevoir ! Nous avons démontré collectivement que nous étions mus par la forte volonté de regagner Bangui avec un Accord consacrant notre entente mutuelle pour une véritable réconciliation, socle d'une paix juste et durable. Aujourd'hui, le plus bel et sincère hommage que nous puissions rendre aux nôtres disparus et à toutes les victimes, la plus éclatante reconnaissance que nous saurions exprimer à ceux qui ne cessent de nous appuyer, Chers compatriotes, c'est de rentrer ensemble à Bangui pour la signature solennelle de l'accord et nous engager à le mettre en œuvre sans délais. Désormais, le Dialogue de Khartoum marque d'une bonne nouvelle, encre notre détermination à transcender nos clivages pour apporter notre contribution à notre chère Patrie!»

▲ **Pr. Faustin Archange Touadéra,**
Président de la République

« Chers frères de l'opposition armée. Tous les regards sont tournés aujourd'hui vers Khartoum. Nombreux sont sceptiques, nombreux sont ceux qui pensent - non sans raison - que c'est un enième accord. Je crois que le peuple centrafricain, les frères du voisinage, l'ensemble du continent vous demanent d'être sérieux et conséquents. La Centrafrique ne mérite pas le sort qui est le sien aujourd'hui. Le peuple centrafricain a trop souffert. Je pense qu'il est temps,

grand temps, à l'orée de cette année nouvelle, de mettre un terme à ces souffrances. Vous êtes au Soudan. C'est un pays qui est également passé par différentes étapes, qui a connu des rébellions armées, qui a une très grande expérience dans la matière. Vous êtes voisins du Tchad qui lui aussi, pendant pratiquement trois à quatre décennies, a vécu la guerre et l'existence des groupes armés, qui est passé par des négociations et des accords pour arriver à la paix et la stabilité. Vous êtes voisins du Congo, vous êtes voisins de la RDC. Tous ces pays ont connu, au cours de leur histoire, des ruptures violentes mais tous ont emprunté la voie du dialogue et l'acceptation de la réconciliation pour pouvoir panser les plaies et construire leur avenir en commun. »

▼ **Moussa Faki Mahamat,**
Président de la Commission de
l'Union africaine



CÉRÉMONIE DE SIGNATURE

« En prenant la route de Khartoum par des voies séparées, nous en sommes revenus par une seule et même voie ! C'est l'expression que toutes les parties au dialogue ont pris l'engagement d'aboutir à un Accord de paix qui être traduit dans les faits. Oui, nous n'allons pas nous dérober. Nous avons réussi à bâtir des compromis historiques, à plus d'un titre. Je ne trahirai pas mon peuple. Je ne renierai pas mon Serment! Je mettrai toutes mes énergies pour que l'Accord de paix conclu à Khartoum et signé à Bangui soit mis œuvre. Je tends une nouvelle fois la main aux groupes signataires de l'Accord pour que nous nous mettions ensemble pour

poser les bases des prochaines étapes. Ensemble, nous avons lu les pages douloureuses écrites en lettres de sang de notre passé. Aujourd'hui, du haut de cette tribune, je vous appelle à consolider notre union sacrée pour écrire ensemble en lettres d'or de nouvelles pages de notre pays en partage, De nouvelles pages d'une fraternité et d'une dignité retrouvée pour la paix et la prospérité des générations présentes et à venir. Dans les meilleurs délais, nous devons nous retrouver pour que les premiers actes concertés soient posés sur la nouvelle voie de la paix. »

Pr. Faustin Archange Touadéra,
Président de la République

« Témoins privilégiés d'une histoire qui s'accélère, il vous appartient désormais de porter la voix de la paix haut et fort, pour qu'elle soit entendue dans toutes les contrées du pays, de Bangui à Birao, de Bambari à Bossangoa ou encore de Damara à Bangassou, et d'Alindao à Ndélé. Que le clairon de la paix soit entendu, de manière audible, parce que le temps de la paix est arrivé. Veillez donc tous à ne jamais rompre la corde, encore fragile, qui selle votre unité ancestrale, certes malmenée, mais jamais rompue. Car, quiconque a rencontré autrui a découvert sa propre humanité et, brisant la peur de l'autre, les chemins de la paix des cœurs, jadis improbables, deviennent possibles. Je vous exhorte donc à rester sourd au tumulte des tous ceux qui, hors contexte, et dans le confort coupable des réseaux sociaux, travestissent les faits et tentent de manipuler la réalité. Toute personne éprise de paix devrait s'en méfier comme du poison de la division d'où germe souvent l'exclusion de l'autre et la violence. »

Parfait Onanga-Anyanga,
Représentant spécial du
Secrétaire général des Nations
unies en RCA

LIBREVILLE - KHARTOUM - BANGUI

CHRONOLOGIE DE LA MARCHÉ VERS L'ACCORD

4 MAI 2015 - 11 MAI 2015

Le Forum national de Bangui s'est tenu à Bangui et a pour objectif de créer la dynamique nécessaire à l'aboutissement du processus de paix et de réconciliation nationale. Il offre l'occasion à toutes les composantes de la vie sociopolitique, culturelle et confessionnelle centrafricaine d'échanger et de faire des recommandations sur différentes thématiques: Justice et Réconciliation, Gouvernance, Paix et sécurité et Développement économique et social. Ces thèmes émanent des attentes et propositions des populations durant les consultations à la base.

Signature à Libreville de la Feuille de route pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine par les ministres des Affaires étrangères de la RCA, d'Angola, du Gabon, de la République du Congo et du Tchad ainsi que par l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). La Feuille de route de l'Initiative africaine a pour objectif général de promouvoir le dialogue entre le Gouvernement centrafricain et les groupes armés qui ont intégré le Comité consultatif et de suivi du DDRR en vue de parvenir à un accord de paix et de réconciliation. Elle prévoit la mise en place d'un Panel de facilitateurs pour sa mise en œuvre. La Feuille de route est née d'une demande de soutien du Chef de l'Etat centrafricain à ses pairs africains et aux amis de la RCA pour aider à trouver une solution à la grave crise qui sévissait dans le pays. Elle est placée sous l'égide de l'UA, la CEEAC, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), avec l'appui de l'Angola, de la République du Congo, du Gabon, du Tchad et du Soudan et le soutien des autres partenaires tels que les Nations unies, l'Union européenne, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la Communauté Sant'Egidio, etc.

Sources: UA, MINUSCA

17 JUILLET 2017

5 MAI 2015

Les représentants des groupes armés et les autorités de la Transition ont signé, en marge du forum national de Bangui, un accord d'engagement pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation des enfants dans les conflits armés.

28 NOVEMBRE -
11 DÉCEMBRE 2017

Le Panel des facilitateurs de la mise en œuvre de la Feuille de route de l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en RCA effectue sa première tournée sur le terrain auprès des groupes armés afin de leur transmettre le message du Président de la Commission de l'UA et les écouter. L'Ambassadeur Moussa Nébié, Représentant spécial du Président de la Commission de l'UA pour la RCA et l'Afrique Centrale (RCA) conduit le panel en sa qualité de Président du panel. Conformément à son mandat, la MINUSCA apporte son soutien à la tenue de la rencontre.

10 MAI 2015

En marge du Forum national de Bangui, dans le cadre des travaux du groupe thématique « Paix et sécurité », dix groupes armés signataires se sont engagés à déposer les armes et à renoncer à la lutte armée comme moyen de revendication politique en signant un accord de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR).

19 FÉVRIER -
1ER AVRIL 2018

Le Panel effectue sa deuxième tournée sur le terrain pour recueillir les revendications écrites des groupes armés. La MINUSCA apporte son soutien à la tenue de cette nouvelle tournée.



11 JUILLET 2018

Lors d'une visite en Ouganda où elle a été reçue par le Chef de l'Etat, une délégation du Panel conduite par l'Ambassadeur Nébié, s'entretient à Kampala avec l'ancien Président François Bozizé. L'objectif est de lui remettre un message du Président de la Commission de l'UA, lui présenter l'Initiative africaine et solliciter son adhésion.



27 - 29 AOÛT 2018

Tenue à Bouar de la réunion d'harmonisation des revendications des groupes armés organisée par le Panel de l'Initiative africaine, avec la participation de 42 représentants des 14 groupes armés (UPC, UFR, UFRF, 3R, FPRC, RPRC, RJ-Belanga, RJ/Sayo, MPC, MLCJ, FDPC, Seleka Rénovée, Anti-Balaka Ngaissona, Anti-Balaka Mokom). La MINUSCA apporte son soutien à cette réunion.

30 AOÛT 2018

Le panel des facilitateurs de l'Initiative africaine remet officiellement au Chef de l'Etat centrafricain les revendications harmonisées des groupes armés.

18 SEPTEMBRE 2018

Le Président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, est reçu à Bangui par le Chef de l'Etat dans le cadre d'une visite de travail qui l'avait également conduite au Gabon. Il se félicite de l'engagement du Président Touadera en faveur de l'Initiative africaine et souligne la nécessité d'accélérer le rythme de mise en œuvre du processus en cours.

27 SEPTEMBRE 2018

Tenue à New York d'une réunion ministérielle de haut niveau sur la RCA, en marge de la 73e session de l'Assemblée générale des Nations unies, co-présidée par le Secrétaire général des Nations unies, le Président de la RCA, le Président de la Commission de l'UA et le Secrétaire général de la CEEAC. Dans leurs conclusions, les participants soulignent que l'Initiative africaine devait rester l'unique cadre pour le processus de paix dans le pays et invitent les partenaires de la RCA à intégrer leurs contributions au processus politique global et à éviter la promotion d'initiatives parallèles. A cette fin, les participants appellent la MINUSCA à jouer un rôle plus important dans le processus de paix - au-delà du soutien technique, logistique et sécuritaire qu'elle fournit déjà -, avec notamment l'entrée du Représentant spécial du Secrétaire général en RCA dans le panel des facilitateurs en tant que membre.



9 JANVIER 2019

A l'occasion d'une visite conjointe en RCA du Commissaire Paix et Sécurité de l'UA, Ambassadeur Smail Chergui, du Secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, et de ministres de l'Angola, du Congo du Soudan et du Tchad, le Chef de l'Etat centrafricain annonce la tenue à Khartoum, le 24 janvier 2019, de la rencontre entre le Gouvernement et les groupes armés.

Début à Khartoum des pourparlers de paix entre la délégation gouvernementale et 14 groupes armés, sous l'égide de l'UA et avec l'appui des Nations unies. Après 10 jours de discussions, un accord est annoncé le 2 février par le facilitateur de l'UA, Ambassadeur Chergui, et le ministre d'Etat et chef de la délégation gouvernementale, Firmin Ngrebada.

Cérémonie du paraphe de l'accord de paix par le Gouvernement et les groupes armés à Khartoum en présence des présidents du Soudan, Omar El-Beshir, et de la RCA, Faustin Archange Touadéra, du Président de la Commission de l'UA, de ministres de la sous-région et du Représentant spécial du Secrétaire général en RCA. Dans son discours, le Chef de l'Etat soudanais formule le vœu que "ce soit le début d'une paix durable" et souligne "qu'une paix durable est un défi constant. Il exige que soient consentis des efforts sur plusieurs plans."

Cérémonie de signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation à Bangui par le Chef de l'Etat et les 14 groupes armés. Le Président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, le Représentant du Secrétaire général de la CEEAC en RCA, Ambassadeur Adolphe Nahayo, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, Parfait Onanga-Anyanga ainsi que les ministres des Affaires étrangères du Gabon et du Tchad signent le document en tant que garants ou facilitateurs.

24 JANVIER 2019

5 FÉVRIER 2019

6 FÉVRIER 2019





**AVANT LA SIGNATURE DE L'ACCORD
DES VISITES ET RENCONTRES
DE HAUT NIVEAU**



LE CHEF DE L'ETAT CENTRAFRICAIN ANNONCE LA TENUE DE LA RENCONTRE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES GROUPES ARMÉS

“Aujourd’hui, à l’issue de nos échanges, la date des rencontres entre le Gouvernement et les groupes armés est fixée. Il s’agit du 24 janvier 2019 à Khartoum. Donc nous sommes déjà fixés”, a déclaré ce mercredi 9 janvier, au Palais de la Renaissance, le Chef de l’Etat centrafricain, Faustin Archange Touadéra, lors d’un point de presse

C’était à l’issue d’une série de rencontres entre la délégation de haut niveau conduite par le Chef du Département des opérations de paix des Nations Unies, Jean-Pierre Lacroix, et le Commissaire de l’Union africaine à la paix et à la sécurité, Smail Chergui, et les plus hautes autorités de l’Etat, dont le Premier ministre, le Président de l’Assemblée Nationale et d’autres membres du Gouvernement, en présence du Chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, du Secrétaire général de la Communauté économique des États de l’Afrique centrale (CEEAC), Adolphe Nahayo, et des ministres des Affaires étrangères des pays de la sous-région.

Le président Faustin Archange Touadéra a également souligné que la visite de ces personnalités en République centrafricaine a permis de relancer ce dispositif attendu depuis très longtemps. « Je les remercie

pour leur présence, pour leur soutien, toujours à nos côtés, aux côtés de la République centrafricaine qui est en quête de paix », a-t-il dit, précisant que « cette rencontre qui va se dérouler à Khartoum se fera sous l’égide, sous la facilitation de l’Union africaine et des Nations unies ».

Pour sa part, le Commissaire de l’Union africaine à la paix et à la sécurité, Smail Chergui, a fait valoir qu’aujourd’hui est un grand jour sur la voie de la construction et de la consolidation de la paix dans ce pays, soulignant qu’« à travers cette annonce qui vient de vous être faite par le Président, Son Excellence le Professeur Touadéra, l’Initiative africaine arrive maintenant à maturité et devrait donc connaître une mise en œuvre assez rapide dans le cadre de la convocation, par l’Union africaine, de la réunion à Khartoum à partir du 24 janvier pour que nous puissions rapidement consolider d’abord le travail remarquable qui est fait (...) nous sommes très confiants que nous pouvons atteindre cet objectif pour le bien de ce peuple, de la région et de tout le continent africain ».

A l’égard des autorités et du peuple centrafricains, le Chef du Département des opérations de paix des Nations Unies, Jean-Pierre Lacroix, a de son côté indiqué qu’« il y a ici tous les amis de la République centrafricaine, tous les amis du peuple centrafricain, réunis,

déterminés, unis dans leur détermination à travailler activement aux côtés des autorités centrafricaines sous l'égide de son excellence Monsieur le Président, aux côtés de son Gouvernement, de toutes les Centrafricaines et des Centrafricains pour faire en sorte que l'année 2019 soit l'année de la paix en République centrafricaine ». Il ajoute que « cette année doit être l'année où le dialogue, où l'apaisement, où la quiétude, où la réconciliation doivent prévaloir. Aujourd'hui, nous avons des principes, la solution ne peut être que politique ».

« Nous avons un cap, c'est l'Initiative africaine qui est le fondement de notre action collective. Nous avons un plan d'action avec cette réunion prochaine le 24 janvier à Khartoum, pour engager très activement le dialogue entre les autorités et les groupes armés avec le soutien actif des Nations unies sous l'égide de l'Union africaine. Nous avons l'engagement des pays de la région qui ont exprimé de manière très résolue leur détermination à s'engager de manière encore plus ac-

tive aux côtés de ces efforts, aussi pour réactiver ces commissions mixtes bilatérales qui peuvent apporter énormément, pour traiter des sujets importants liés à la sécurité notamment et au mouvement de personnes et de biens », a poursuivi le Chef du Département des opérations de paix de l'ONU.

Il est aussi prévu à l'agenda de la délégation des rencontres avec d'autres acteurs de la vie politique et de la société civile, mais aussi avec des partenaires internationaux. Puis, le Chef du Département des opérations de paix des Nations Unies, Jean-Pierre Lacroix, se rendra l'intérieur du pays en vue d'apprécier la mise en œuvre du mandat de la Mission.

Il convient de rappeler que l'objectif de la présente visite de cette délégation s'inscrit dans les efforts en vue de relancer les efforts internationaux pour une paix durable dans le pays, notamment à travers le dialogue entre le Gouvernement et les groupes armés sous les auspices de l'Initiative de l'Union africaine (UA). ■

L'ONU ET L'UA APPELLENT LES CENTRAFRICAINS À SE « SERRER LES COUDES » POUR TOURNER LA PAGE DES VIOLENCES

« Maintenant il y a un cap, c'est le cap du dialogue. Il y a une date pour commencer ce dialogue, c'est le 24 janvier. Il y a une organisation qui est à la manœuvre et qui va convoquer et organiser ces discussions, c'est l'Union africaine », a déclaré Jean Pierre Lacroix, devant la presse à Bangui, aux côtés du Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smail Chergui.

Le chef des opérations de paix des Nations Unies a réitéré le soutien sans faille de l'ONU à l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation dans le pays, appelant les Centrafricains à s'engager dans le dialogue et la réconciliation afin que le pays s'éloigne de la violence et reprenne sa position d'acteur régional.

« La violence aujourd'hui, ça veut dire le refus du dialogue, le refus de cette page qui s'ouvre et qui va déboucher sur la discussion de Khartoum le 24 », a déclaré Jean Pierre Lacroix. « Ceux qui continueraient à utiliser la violence contre les civils, contre nos collègues des Nations unies, contre les humanitaires, contre les Centrafricains et Centrafricaines et contre ce pays, ceux-là prendraient une lourde responsabilité ».

« Il faut que nous travaillions ensemble à faire gagner la République centrafricaine », a conclu le chef des opérations de paix de l'ONU.

Pour sa part le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA, Smail Chergui, a souligné la détermination « de tous » à mettre en œuvre l'Initiative.

« Ces entretiens nous ont confirmé dans la conviction que nous tous, délégation de haut niveau, le gouvernement, il y a une détermination pour réellement mettre en œuvre et aller de l'avant dans cette initiative », a dit M. Chergui.

Il a expliqué que c'est l'Union africaine qui conduit cette négociation, avec le soutien des Nations Unies. « Nous serons l'hôte des Soudanais, mais ceux qui auront la haute main sur la négociation c'est l'Union africaine avec le soutien des Nations Unies », a précisé Smail Chergui.

« C'est le moment, c'est un moment historique pour que tous, réellement, se serrent les coudes et regardent vers l'avenir de ce pays », a conclu le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA. ■

LES PAYS VOISINS DE LA RCA À BANGUI POUR RELANCER LE PROCESSUS DE DIALOGUE

L'année 2019 doit être l'année du dialogue, de l'apaisement et de la réconciliation et nous sommes collectivement déterminés à travailler et à ne ménager aucun effort en ce sens, a déclaré mardi le Chef du Département des opérations de paix des Nations Unies, Jean-Pierre Lacroix, lors d'un point de presse dès son arrivée en République centrafricaine (RCA).

« Nous avons été reçus par le Premier ministre, Simplicie Mathieu Sarandji, à qui nous avons transmis les messages conjoints des Nations Unies et de la CEAC pour les encouragements dans les efforts entrepris par le gouvernement pour la stabilisation et aussi pour marquer notre appui au plan qui a été élaboré par l'Union Africaine à travers la feuille de route qui a été acceptée par tous », a indiqué François Fall au sortir de l'audience, ajoutant que « nous devons pouvoir travailler ensemble pour le dialogue, la réconciliation et le retour de l'autorité de l'Etat dans ce pays et montrer aux centrafricains que les Nations Unies et la CEEAC se tiennent à leurs côtés jusqu'à l'établissement d'une paix durable. »

Ahmad Allam-Mi a, pour sa part, rappelé qu'« au niveau de la CEEAC les états membres sont très préoccupés par la situation en Centrafrique », soulignant que « la sécurité en RCA est liée à la sécurité dans la sous-région. » Le Secrétaire général de la CEEAC a, par ailleurs, indiqué que les réflexions se poursuivent avec la conviction qu'« il faut activer les patrouilles mixtes au niveau des frontières de la Centrafrique ; activer aussi les commissions mixtes entre la RCA et certains de ses voisins ; régler le problème de

la transhumance qui porte atteinte à la sécurité et ramener l'autorité de l'état ». Le Secrétaire général de la CEEAC a, enfin, rappelé la nécessité de « doter le pays de moyens sécuritaires afin que cette autorité puisse être recouvrée.

À l'issue de la rencontre avec le Chef de l'État centrafricain, Faustin Archange Touadéra, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique Centrale s'est réjoui du « point sur la situation politique et sécuritaire fait par le Président de la République et des progrès importants qui ont été accomplis dans certains domaines », notamment celui de la restauration de l'autorité de l'Etat « qui a permis le retour de certains préfets dans leur préfecture. » Toutefois, il a déploré la lente avancée de « la feuille de route qui doit déboucher sur le DDRR dans l'ensemble du pays. »

Plus tard ce même jour, François Fall et Ahmad Allam-Mi ont rencontré le Président de l'Assemblée nationale avec lequel ils ont eu les mêmes échanges sur la situation globale du pays et sur la contribution du Parlement dans les actions à mener pour rapide une sortie de crise en Centrafrique. ■

EN RCA, « LA SOLUTION NE PEUT ÊTRE QUE POLITIQUE », SELON JEAN-PIERRE LACROIX

« Il y a ici tous les amis de la République centrafricaine, tous les amis du peuple centrafricain », a déclaré mercredi M. Lacroix lors d'un point de presse aux côtés du Président de la RCA, Faustin Archange Touadéra, et du Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smail Chergui.

Pour le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, 2019 doit être l'année où « le dialogue, l'apaisement, la quiétude, la réconciliation doivent prévaloir ».

« Aujourd'hui, nous avons des principes, la solution ne peut être que politique. Nous avons un cap, c'est l'Initiative africaine qui est le fondement de notre action collective. Nous avons un plan d'action avec cette réunion prochaine le 24 janvier à Khartoum, pour engager très activement le dialogue entre les autorités et les groupes armés avec le soutien actif des Nations Unies sous l'égide de l'Union africaine », a souligné M. Lacroix devant les journalistes.

Le haut-responsable onusien a noté l'engagement des pays de la région « qui ont exprimé de manière très résolue » leur détermination à s'engager de manière encore plus active aux côtés de ces efforts, aussi pour réactiver ces commissions mixtes bilatérales « qui peuvent apporter énormément », pour traiter des sujets importants liés à la sécurité notamment et au mouvement des personnes et des biens.

« Nous sommes résolus à travailler ensemble », a dit M. Lacroix, se félicitant à Bangui de la dynamique retrouvée et d'un état d'esprit déterminé, optimiste et en même temps volontaire.

« Pour ce qui est des Nations Unies, (...) les Centrafricaines et les Centrafricains pourront compter sur nous », a dit le chef des opérations de paix de l'ONU. « Mais comme l'a dit le Commissaire Chergui, c'est un effort collectif et l'engagement de toutes et de tous sera indispensable », a-t-il précisé. ■



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU G5

9 JANVIER 2019

Le Président de la République centrafricaine, Faustin Archange Touadéra, a annoncé la tenue prochaine du dialogue inter-centrafricain prévu le 24 janvier 2019 à Khartoum, au Soudan, à l'invitation de l'Union africaine avec le soutien des Nations Unies, dans le cadre de l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (RCA).

Cette annonce fait suite à une visite conjointe de haut niveau du Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union Africaine, Smail Chergui et du Secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, Jean-Pierre Lacroix. Ils étaient accompagnés de ministres

de la sous-région et du représentant de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC).

Le G5, groupe d'Etats membres et institutions partenaires de la République centrafricaine, félicite la mission conjointe UA-NU, les pays de la région ainsi que le gouvernement centrafricain pour cet important résultat et renouvelle son engagement et son soutien au dialogue.

Alors que la communauté nationale et internationale se prépare à organiser ces importantes assises qui visent une paix juste et une réconciliation durable en RCA, le « G5 », un groupe d'Etats mem-

bres et d'institutions partenaires de la République centrafricaine, note avec consternation la multiplication des provocations et le recours à la violence dans les préfectures de la Ouaka et du Mbomou (Centre et Sud-Est de la RCA). Dans la ville de Bambari en particulier, ces violences injustifiées ont ciblé les populations civiles ainsi que les forces de défense et de sécurité nationales, causant la mort de deux officiers de police et blessant de nombreux civils.

Dans ce contexte d'escalade injustifiée de la violence, le G5 salue l'action robuste menée depuis le 10 janvier à Bambari par la MINUSCA, en coordination avec les forces de défense et de sécurité centrafricaines, pour assurer la protection des populations civiles et mettre fin aux attaques et aux violations commises. Il s'insurge contre ces actes de violence qui sont de nature à ruiner les chances d'une sortie négociée de la crise en RCA.

Il appelle l'ensemble des parties prenantes centrafricaines à la retenue et à l'esprit de responsabilité. Il les invite résolument à se saisir de l'opportunité offerte par l'Initiative africaine afin de parvenir sans délai à une résolution pacifique et définitive de la crise qui affecte leur pays.

Le G5 exhorte les groupes armés à cesser instamment toutes les hostilités et à s'engager sans réserve et dès à présent dans le processus de dialogue désormais en cours. ■

ACCÉDEZ A L'ACTUALITE DE LA MINUSCAA PARTIR DE

www.minusca.unmissions.org



@MINUSCA.UNMISSIONS.COM



@UN_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA

LE GOUVERNEMENT ET LA MINUSCA SOULIGNENT L'IMPORTANCE DE L'INITIATIVE AFRICAINE POUR RÉSOUDRE LA CRISE EN RCA

18 JUILLET 2018

Les porte-parole du Gouvernement centrafricain et de la MINUSCA ont réaffirmé mercredi à Bangui, l'importance de l'initiative de l'Union Africaine (UA) pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine. Les deux institutions s'exprimaient à Bangui, à l'occasion de leur conférence de presse bimestrielle conjointe.

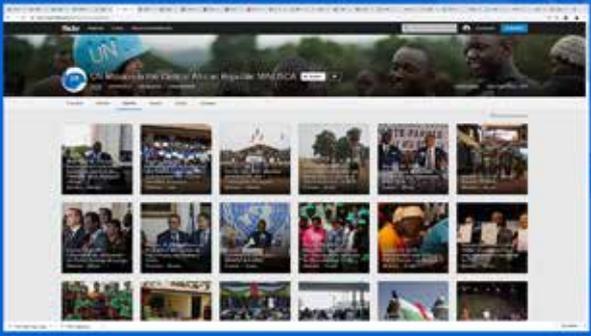
Le ministre de la Communication et des médias et porte-parole du Gouvernement, Maxime-Ange Kazagui, a rappelé les objectifs de l'initiative de l'UA, destinée "à faciliter le désarmement pour aller au DDR et vers la sécurité dans le pays". "Le format de cette initiative stipule que c'est un dialogue entre le Gouvernement et les groupes armés", précisant que pour d'autres secteurs comme la société civile et les partis politiques, il s'agit de consultations.

Pour sa part, le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, a indiqué que l'initiative est soutenue par les Nations Unies et a rappelé la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité du 13 juillet 2018, qui "réaffirme son soutien à l'initiative africaine pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine et à sa feuille de route, qui constituent le principal cadre pour une solution politique (...) comme les autorités centrafricaines en ont convenu et sous leur direction".

Le porte-parole de la MINUSCA est revenu sur d'autres points de la déclaration, notamment le soutien au "Président Faustin-Archange Touadera dans ses efforts pour la paix et la stabilité en RCA et exhorte les autorités centrafricaines à prendre, sans

délai, toutes les mesures nécessaires pour faire progresser le dialogue avec les groupes armés". Quant aux groupes armés, le Conseil les exhorte à "cesser toutes formes de violence (...) et de participer dans un esprit constructif au processus de paix". Selon le porte-parole, "cette déclaration est une preuve supplémentaire de l'attachement et de l'attention du Conseil de sécurité des Nations Unies et de la communauté internationale à la situation sécuritaire, politique et humanitaire en RCA".

Les autres points abordés par les porte-parole du Gouvernement centrafricain et de la MINUSCA ont porté sur la situation sécuritaire à Bambari et Bria, l'ouverture de la session criminelle à Bangui ainsi que le récent reportage diffusé sur une chaîne internationale, axé sur la ville de Ndélé (nord) et l'un des leaders du Front Populaire pour la Renaissance de Centrafrique (FPRC). Selon le porte-parole du Gouvernement, "ce reportage est un foisonnement de preuves à charge pour ces groupes armés quant à leur réelle volonté de réellement entrer dans le processus qu'ils ont signé mais qu'ils continuent de bafouer. Nous avons eu pendant 30 minutes, les preuves concrètes avec ces groupes armés en train d'exploiter nos richesses et de s'équiper". Quant au porte-parole de la MINUSCA, il a qualifié d'inacceptables certaines déclarations de ce leader et a mis en garde le FPRC, soulignant que la Mission "ne tolèrera aucune tentative de déstabilisation des institutions légitimes centrafricaines ». ■



ACCÉDEZ ET TÉLÉCHARGEZ
LES PHOTOS DES ACTIVITÉS DE
LA MINUSCA SUR

[www.flickr.com/photos/
unminusca/albums](http://www.flickr.com/photos/unminusca/albums)

LES « FEMMES LEADERS » PLAIDENT POUR LEUR IMPLICATION DANS L'INITIATIVE AFRICAINE POUR LA PAIX EN RCA

13 avril 2018

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, et le Commissaire à la paix et la sécurité de l'Union Africaine (UA), Smaïl Chergui, ont rencontré les femmes leaders centrafricaines le jeudi 12 avril 2018 au Quartier général de la MINUSCA à Bangui.

Les deux hauts responsables ont brièvement expliqué aux femmes leaders, la coopération entre l'ONU et l'UA pour trouver des solutions politiques au conflit qui frappe la République centrafricaine en les assurant de la solidarité des Nations Unies et de l'Union africaine à l'égard du peuple centrafricain.

« Il n'y aura pas de paix sans la participation pleine et effective des femmes au processus entrepris par les Nations unies, le gouvernement centrafricain et les initiatives de l'Union Africaine pour la paix en Centrafrique », ont-ils expliqué, avant de signifier que « les femmes doivent se joindre à tous les acteurs afin de sensibiliser la population », car il faut commencer à désarmer les cœurs, à faire une bonne communication axée sur les changements de comportement, condition sine qua non d'une paix durable.

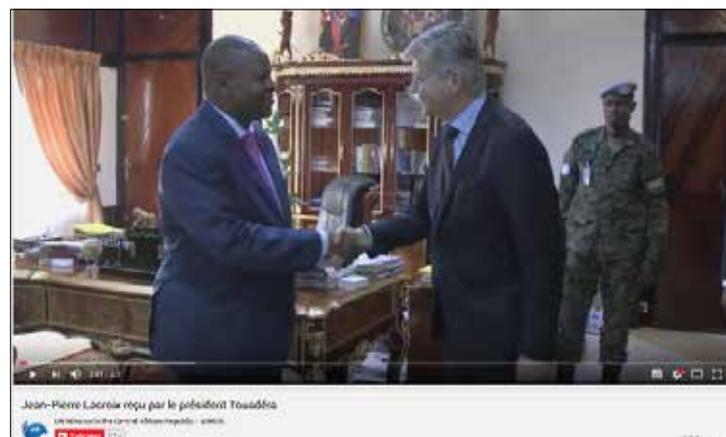
Les femmes leaders ont fait plusieurs recommandations, affirmant leur appui inconditionnel aux opérations de désarmement pour pacifier non seulement le KM5 mais aussi tous les autres arrondissements de Bangui de même que l'arrière-pays. Elles ont sollicité de leurs interlocuteurs, qu'ils soient leur porte-voix pour la mise à disposition des moyens matériels et financiers qui leurs serviront à entreprendre des activités de sensibilisation auprès des populations et des groupes armés sur le terrain. Elles ont par ailleurs demandé leur implication dans l'Initiative de paix de l'Union Africaine et ont en outre, sollicité l'appui de la Communauté internationale pour protéger la radio SEWA, situé dans le 3è mearrondissement, « un véritable outil de communication pour la culture de la paix », ont-elles affirmé.

Au terme de ces échanges, Jean-Pierre Lacroix et Smaïl Chergui se sont réjouis de l'engagement des femmes leaders centrafricaines à appuyer le processus de la paix tel que soutenu par la communauté internationale. ■

VIDEO



► Jean-Pierre Lacroix reçu par le président Touadéra
<https://www.youtube.com/watch?v=lm-hef4ugGw>



► Point de presse sur la relance du dialogue avec les groupes armés
<https://www.youtube.com/watch?v=xieVu2l4F-Y>



► Visite de Jean-Pierre Lacroix et d'Ismail Chergui en RCA : conférence de presse
<https://www.youtube.com/watch?v=MXyilcMLVpo>



MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE



Your one-stop source for news and information
about Central African Republic and the UN.
Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur
la Centrafrique et les Nations Unies.
Disponible sur smartphones



Découvrez le nouveau site Internet de
la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission
in the Central African Republic

www.minusca.unmissions.org

 <https://facebook.com/minusca.unmissions>

 https://twitter.com/UN_CAR

 <https://www.flickr.com/photos/unminusca/>